

BUREAU DE PROGRAMME DU CONSEIL DE L'EUROPE A PODGORICA | RESULTATS EN 2025



Le Monténégro et le Conseil de l'Europe entretiennent une coopération de longue date axée sur un engagement commun en faveur des droits humains, de la démocratie et de l'État de droit. Aujourd'hui, cette coopération permet de faire avancer des réformes essentielles, dans des domaines tels que la justice, l'éducation, la liberté des médias, l'égalité et la lutte contre la corruption.

La plupart des initiatives sont mises en œuvre **dans le cadre d'actions conjointes de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe relevant du programme « Facilité horizontale pour les Balkans occidentaux et la Türkiye »**. Le Bureau de programme du Conseil à Podgorica dirige ces travaux en étroite collaboration avec les autorités nationales, l'UE, la société civile et les médias, et en s'adressant aux citoyens. Un soutien supplémentaire est apporté pour prévenir le harcèlement à l'école, promouvoir l'intégration des Roms, renforcer la démocratie délibérative au niveau local et renforcer la prévention de la cybercriminalité.

EN CHIFFRES : UNE PLATEFORME D'ACTION (AU 1ER JANVIER 2026)



18 MEMBRES DU PERSONNEL DEDIES, Y COMPRIS 16 TRAVAILLANTS SUR DES PROJETS.



11 PROJETS REGIONAUX ET 7 PROJETS NATIONAUX, DONT :

- 6 ACTIONS PHARES DE L'UE ET DU CONSEIL DE L'EUROPE DANS LE CADRE DE LA « FACILITE HORIZONTALE POUR LES BALKANS OCCIDENTAUX ET LA TÜRKIYE ».
- 1 PROJET FINANCE PAR DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES.

POURQUOI VOTRE IMPLICATION EST IMPORTANTE

Chaque réforme est une réussite commune. Grâce à votre engagement, la coopération du Conseil de l'Europe au Monténégro continue de transformer les engagements en progrès : mise en place d'institutions responsables, d'une éducation qui autonomise et d'une société où les droits sont une réalité pour tous.

IMPACT DU TRAVAIL DU CONSEIL DE L'EUROPE AU MONTENEGRO



FAIRE PROGRESSER LA JUSTICE ET L'ÉTAT DE DROIT

Une justice au service des citoyens. Une justice plus rapide, plus équitable et plus accessible devient une réalité. Les citoyens bénéficient désormais d'un renforcement des modes alternatifs de résolution des conflits, d'une amélioration de l'aide juridictionnelle gratuite et d'une plus grande responsabilité judiciaire grâce à de nouveaux mécanismes d'évaluation et de performance pour les juges et les procureurs.

Un cadre juridique plus solide pour les droits des victimes. De nouveaux codes de déontologie et la première stratégie du Monténégro en matière de droits des victimes fournissent des normes plus claires en matière de conduite éthique et de protection des victimes. Ces instruments garantissent une harmonisation croissante du cadre juridique du Monténégro avec les normes européennes.

PROTECTION DES DROITS HUMAINS

Sauvegarde de la dignité humaine en détention. La coopération renforcée entre le personnel pénitentiaire, la police et les organismes de contrôle améliore les conditions dans les prisons. De nouveaux mécanismes de surveillance contribuent à prévenir les mauvais traitements et à renforcer la responsabilité en cas de violation.

LIBERTÉ DES MÉDIAS ET PARTICIPATION PUBLIQUE

Défendre la liberté et la sécurité des médias. Grâce à l'amélioration des procédures opérationnelles, les forces de l'ordre réagissent désormais plus efficacement aux menaces et aux violences à l'encontre des journalistes. La communication transparente entre les procureurs, les juges et les médias renforce encore davantage la confiance du public dans le système judiciaire et dans la presse en tant que pilier de la démocratie.

ÉDUCATION ET COMPÉTENCES DÉMOCRATIQUES

Une éducation qui favorise l'inclusion et l'intégrité. Les écoles et les universités de tout le pays intègrent les valeurs démocratiques dans l'apprentissage quotidien. Plusieurs initiatives ont amélioré la résilience, la tolérance et l'égalité dans les écoles, notamment grâce à des défis en matière d'innovation, à la préparation nationale et à la sensibilisation. Les universités ont renforcé l'intégrité académique et l'inclusion en adoptant de nouvelles règles éthiques, des programmes de formation et des initiatives de sensibilisation.

Lutte contre le harcèlement et le cyberharcèlement. Une étude nationale menée auprès de plus de 5 000 élèves et enseignants a fourni la première compréhension fondée sur des données probantes du harcèlement dans le pays. Les éducateurs, les journalistes et les jeunes ont transformé cette étude en actions concrètes, en promouvant des environnements d'apprentissage sûrs et inclusifs grâce à des initiatives de sensibilisation, des débats et des outils numériques créatifs.

INTÉGRITÉ ET LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ ÉCONOMIQUE

Lutte contre le blanchiment d'argent et la criminalité économique. Les institutions utilisent désormais des systèmes automatisés basés sur les risques afin de mieux détecter et prévenir le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. La stratégie nationale de lutte contre la corruption 2024-2028 s'appuie sur de nouvelles évaluations analytiques, tandis que l'Agence pour la prévention de la corruption a renforcé les contrôles d'intégrité internes pour tous les nouveaux employés.

PARTICIPATION DÉMOCRATIQUE ET GOUVERNANCE LOCALE

Renforcer la démocratie locale. À la suite d'un renforcement ciblé des capacités, les municipalités ont mis en place des pratiques innovantes et invitent les citoyens à participer directement à l'élaboration des politiques locales. Ces nouveaux mécanismes participatifs autonomisent les communautés, comblent les lacunes en matière de confiance et renforcent le caractère démocratique de la gouvernance locale.